

ACTION URGENTE

ON IGNORE TOUJOURS OÙ SE TROUVE UN AVOCAT SOUMIS À UNE DISPARITION FORCÉE

Une année s'est écoulée depuis l'enlèvement d'Ali Jaseb par des hommes armés soupçonnés d'appartenir aux Unités de mobilisation populaire. Bien que le Premier ministre ait promis d'enquêter sur le sort réservé à cet homme, l'affaire est au point mort, situation aggravée par les menaces répétées dont sa famille fait l'objet.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Othman Al Ghanmi

Ministre de l'Intérieur

Al-Kailan neighbourhood behind al-Shaab Stadium

Baghdad, Irak

Courriel : infor@moi.gov.iq

Monsieur le Ministre,

On ignore toujours où se trouve **Ali Jaseb Hattab al Heliji**, un avocat spécialisé dans la défense des droits humains, plus d'un an après qu'il a été soumis à une disparition forcée par des hommes armés soupçonnés d'être des membres des Unités de mobilisation populaire. Le 8 octobre 2019, **Ali Jaseb Hattab al Heliji** a reçu un appel d'une cliente potentielle qui a demandé à le rencontrer dans un quartier du centre d'Amarah, dans le gouvernorat de Maysan. Le jour même, comme convenu, il a rencontré cette femme. Peu après, des hommes armés circulant à bord de deux pick-ups noirs, soupçonnés d'appartenir aux Unités de mobilisation populaire, ont fait sortir de force Ali Jaseb de sa voiture et l'ont emmené dans l'un des pick-ups.

Selon des informations transmises à Amnesty International, la famille d'Ali Jaseb a reçu un appel téléphonique d'un inconnu qui a menacé de tuer certains membres de celle-ci après qu'ils ont fait une apparition à la télévision pour s'exprimer sur ce qui est arrivé à Ali.

Il semble que les autorités locales se sont abstenues d'agir face à ces menaces, que la famille a signalées à la police. Les proches d'Ali Jaseb ont été pris pour cible à plusieurs reprises ces derniers mois ; des membres des Unités de mobilisation populaire sont notamment venus les menacer au domicile familial. Le père d'Ali Jaseb a par ailleurs porté plainte auprès de la Cour fédérale à Bagdad en relation avec la disparition forcée de son fils ; personne n'a pour l'instant été convoqué. Le Premier ministre a en outre récemment chargé son conseiller pour les affaires militaires, Mohammad al Bayati, de superviser cette affaire, mais la famille n'a pas encore pu obtenir la moindre réponse de sa part.

Face aux récentes menaces dont cette famille a été victime, nous déplorons vivement non seulement l'absence manifeste d'avancées dans le cas d'Ali Jaseb, mais également le fait que s'y ajoutent désormais des atteintes croissantes à la sécurité de sa famille.

Je vous demande : de mobiliser toutes les ressources dont vous disposez afin de retrouver Ali Jaseb et de lui rendre sa liberté en toute sécurité ; de diligenter immédiatement une enquête pour disparition forcée sur son enlèvement, conformément aux obligations qui incombent à l'Irak en vertu du droit international relatif aux droits humains, et de faire en sorte que les suspects soient poursuivis dans le cadre de procédures équitables ; de veiller à ce que sa famille soit protégée contre la violence, les menaces et les actes d'intimidation ; et de la tenir informée de l'évolution de l'enquête de façon régulière et dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



POUR EN SAVOIR PLUS

Le 1^{er} octobre 2019, des manifestations de grande ampleur, déclenchées par un taux élevé de chômage et un sentiment de corruption généralisée, ont débuté un peu partout en Irak. Des manifestants pacifiques ont été confrontés à un recours illégal et excessif à la force, notamment à du gaz lacrymogène, des balles réelles et des tirs de snipers. Outre les homicides illégaux de manifestant-e-s, les forces irakiennes de sécurité ont frappé, arrêté et soumis à des disparitions forcées des militant-e-s, des avocat-e-s et des journalistes. Plus de 400 morts et plus de 19 000 blessés ont été recensés depuis le mois d'octobre 2019.

Amnesty International recueille des informations sur les cas d'enlèvement et de disparition forcée de militant-e-s et de journalistes depuis le début des manifestations. Dans le cas d'Ali Jaseb Hattab al Heliji, sa famille a signalé les faits au poste de police local, ainsi qu'au Service national de sécurité irakien (Amn al-Watani). Les autorités locales ont dans un premier temps affirmé aux proches d'Ali Jaseb Hattab al Heliji qu'elles avaient ouvert une enquête, mais après que le père du jeune homme a déposé plainte auprès de la Cour fédérale à Bagdad, la police a affirmé qu'elle n'avait pas reçu le feu vert de la justice pour enquêter.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : arabe ou anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 31 décembre 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Ali Jaseb Hattab al Heliji (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1415812019FRENCH.pdf>